

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 19/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CHRISTIAN RECUPER**

54 chemin des Sirettes  
78710 Rosny-sur-Seine

Code AIOT : 0006515101

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2023 dans l'établissement CHRISTIAN RECUPER implanté ZA des Marceaux, rue Gustave Eiffel 78710 Rosny-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection inopinée a été effectuée dans le cadre d'une action nationale destinée à améliorer les pratiques en matière de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHRISTIAN RECUPER
- ZA des Marceaux, rue Gustave Eiffel 78710 Rosny-sur-Seine
- Code AIOT : 0006515101
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant Christian Recuper exerce des activités de tri-transit de déchet de métaux encadrées par la rubrique 2713 de la nomenclature des installations classées ainsi que des activités de dépollution de véhicules hors d'usage encadrées par la rubrique 2711-1 nomenclature des installations classées.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE ;
- Nature des déchets entrants et sortants ;
- Contractualisation avec un éco-organisme ;
- Dispositif de prévention des accidents ;
- Entreposage.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Entreposage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.I	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Entreposage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Entreposage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.III	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9	/	Sans objet
2	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté au cours de la visite d'inspection des non-conformités qui, pour la plupart, font suites aux mauvaises conditions de stockage des déchets présents sur le site. C'est notamment le cas pour le stockage des déchets de pneumatiques, de véhicules hors d'usage et de moteurs issus de la dépollution de ces véhicules.

Il a également été constaté des pratiques non autorisées en matière de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Ces pratiques font l'objet d'une non-conformité. L'équipe d'inspection a exigé de l'exploitant qu'il cesse immédiatement ces pratiques détaillées au point 3 des fiches de constats.

L'exploitant a précisé à l'équipe d'inspection qu'il est en cours de contractualisation avec l'éco-organisme "ecosystème" pour la gestion de ces DEEE sans pour autant pouvoir apporter des éléments justifiant ses dires.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Classification de l'installation contrôlée
<b>Prescription contrôlée :</b>  Quantités de DEEE présents sur site. Rubrique 2711 de la nomenclature des ICPE prévue à l'article R.511-9 du code de l'environnement :  « Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719 »  Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> : Enregistrement ; 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> :Déclaration contrôlée.
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection constate que l'exploitant n'est pas soumis à la rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées au regard des quantités présentes de déchets d'équipements électriques et électroniques inférieures à 100 m3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection consulte le compte Trackdéchets de l'exploitant. Il est constaté le bon renseignement du numéro SIRET propre au site situé sur le territoire de la commune de Rosny-sur-Seine.  L'équipe d'inspection procède au contrôle par échantillonnage de deux Bordereaux de suivi des déchets (BSD). Le premier, en date du 31 août 2023 correspond à des accumulateurs au plomb (batteries) dont le code déchet est correctement renseigné. L'installation dans laquelle a été expédiée ces déchets dangereux est autorisée à les traiter.

Le second BSD correspond à des déchets non dangereux à savoir un lot de véhicules dépollués (code déchet : 16 01 06) expédiés sur le site de REVIVAL Derichebourg dûment autorisé à les traiter.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Contrat avec un éco-organisme

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. – Au sens du présent article, on entend par :</p> <p>1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;</p> <p>2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.</p> <p>II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.</p> <p>III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.</p> <p>IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.</p> <p>V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.</p> <p>S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.</p> <p>Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.</p>

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

**Constats :**

L'équipe d'inspection constate la présence de DEEE dans des quantités inférieures à 100 m3 mais des petites quantités peuvent se trouver sur le site à l'issue de bennes réceptionnées mal triées. Cependant, l'exploitant informe l'équipe d'inspection que ces déchets ne sont pas systématiquement séparés du platin (déchets de métaux). Ces derniers sont envoyés en mélange avec le platin vers d'autres installations pour traitement final sans qu'il soit précisé la présence de DEEE dans les bennes expédiées par l'exploitant.

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de cesser immédiatement ces pratiques et de :

- procéder au tri des déchets de platin et de DEEE;
- stocker et entreposer les DEEE à l'abri des intempéries ;
- s'assurer que les installations dans lesquelles sont envoyées les DEEE sont autorisées à les recevoir (en transit ou en traitement).

L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que des échanges sont en cours avec l'éco-organisme "Ecosystème" dans le cadre de la rédaction d'un contrat, entre les deux parties, de gestion des DEEE.

L'équipe d'inspection rappelle à l'exploitant qu'un contrat passé avec une éco-organisme ne le soustrait pas aux obligations réglementaires propres aux installations classées pour la protection de l'environnement.

**Non-conformité n°20231003 - NC - 1 :**

Les pratiques de gestion des DEEE de l'exploitant consistant à ne pas procéder au tri des DEEE reçus en mélange dans le platin et à les expédier sur une autre installation sans en déclarer leur présence doivent cesser immédiatement. L'exploitant entrepose ces DEEE à l'abri des intempéries.

L'exploitant met tout en œuvre pour contractualiser sous 3 mois avec l'éco-organisme de son choix un contrat de gestion des DEEE présents sur ses installations et communique mensuellement à l'Inspection des installations classées l'état d'avancement dudit contrat.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Dispositif de prévention des accidents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention

**Prescription contrôlée :**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à

800 litres.
<b>Constats :</b> <b>Non-conformité n°20231003 - NC - 2 :</b> L'équipe d'inspection constate la présence de plusieurs récipients de stockage de différentes substances disposés à même le sol. L'exploitant procède à la mise sur rétention de l'ensemble des contenants de stockage de substances liquides susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols conformément à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Entreposage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.I
<b>Thème(s) :</b> Autre, Zone d'entreposage VHU
<b>Prescription contrôlée :</b> La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.  La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.
<b>Constats :</b> Il est constaté par l'équipe d'inspection qu'aucune zone n'est clairement définie sur le site de l'exploitant permettant l'entreposage des véhicules hors d'usages en attente d'expertise. En effet, les VHU sont en mélange avec d'autres déchets dont notamment des déchets de métaux. La distance de 4 mètres d'éloignement de la zone d'entreposage des VHU vis-à-vis des autres zones de l'installation n'est pas respectée. Des VHU se trouvent notamment dans les cellules de stockage de déchets de métaux.
<b>Non-conformité n°20231003 - NC - 3 :</b> L'équipe d'inspection constate le stockage de VHU en attente d'expertise en mélange avec d'autres déchets. L'exploitant met en place une zone nettement identifiable d'entreposage des VHU en attente d'expertise. Cette zone est distante de 4 mètres, a minima, des autres zones d'entreposages présentes sur le site de l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Entreposage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.II
<b>Thème(s) :</b> Autre, Entreposage des pneumatiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m <sup>3</sup> et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.  L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m <sup>3</sup> , la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.

<p><b>Constats :</b> L'équipe d'inspection constate que les déchets de pneumatiques sont stockés en intérieur. Il est également constaté que ce stockage est supérieur à 3 mètres de hauteur et n'est pas contenu dans la cellule dédiée, délimité par des murs-méga blocs. Il est également constaté par l'équipe d'inspection que ces déchets empêchent de circuler librement dans le hangar et peuvent gêner l'accès à l'une des sorties.</p> <p><b><u>Non-conformité n°20231003 - NC - 4 :</u></b> Les conditions d'entreposage des déchets de pneumatiques ne respectent pas les dispositions de l'article 41.II de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. L'exploitant met en place les actions nécessaires afin que la hauteur et la profondeur de stockage des déchets de pneumatiques soient en adéquation avec sa cellule de stockages desdits déchets présente dans le hangar. L'exploitant veille à respecter le volume limite de 100 m3 dont la disposition n'empêche pas l'accès aux entrées et sorties du hangar.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Entreposage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.III
<b>Thème(s) :</b> Autre, Entreposage de pièces graisseuses
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. (...) Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. (...)</p>
<p><b>Constats :</b> L'équipe d'inspection constate l'entreposage de moteur, sur une surface d'environ 40 m2, issus de l'extraction des pièces de VHU. Ce stockage est effectué à même le sol, sur dalle étanche, et n'est pas protégé des intempéries.</p> <p><b><u>Non-conformité n°20231003 - NC - 5 :</u></b> L'entreposage des moteurs des VHU extraits à la suite d'actions de dépollution ne respectent pas les conditions d'entreposage imposées à l'article 41.III de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. L'exploitant met en place les actions nécessaires afin de respecter ces conditions et communique à l'Inspection des installations classées les éléments justifiant de cette mise en conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois